

Pas de trêve de Noël pour la bataille du dimanche

Article rédigé par *Hélène Bodenez*, le 30 décembre 2008

L'UMP lance la contre-offensive pour sauver le travail du dimanche. Depuis le 20 décembre, une pétition électronique rameute ses partisans, mais l'initiative ne dupera personne. Envoyée *via* des adresses mails stockées depuis la campagne électorale, elle entend riposter aux sites Internet ayant initié des pétitions très efficaces et responsables, en partie, de la déroute presque consommée de la proposition de loi Mallié. Depuis le non au référendum européen, on sait bien à quel point, dans ce type d'opération, les réseaux d'un Internet mobilisateur, plus que les puissants lobbies plus ou moins occultes, sont déterminants.

C'est ainsi que par une contre-attaque inouïe en cette veille de Noël, le nouveau patron de l'UMP, l'infatigable Xavier Bertrand, se précipite pour imposer ses vues. Au point de laisser penser que l'appel au calme lancé par François Fillon et Jean-François Copé, après le fameux jeudi noir où l'opposition a bien failli obtenir une motion de procédure, n'est que ruse. Mais il peut s'agir aussi d'une surenchère à des fins toutes politiciennes, car on sait que le Premier ministre n'a jamais été un chaud partisan du projet.

Nous aurions dès lors bien tort de nous rassurer trop vite avec le compromis obtenu avec le chef de l'État. Gare, en effet ! Car ce serait sans compter sur la détermination idéologique de ceux qui veulent rendre toujours plus compatible la France avec les lois du travail d'une Europe au libéralisme primaire. On essaie alors habilement de calmer les esprits mais c'est pour mieux fourbir d'autres arguments. Ne soyons pas naïfs, la contre-offensive de l'UMP appelle une vigilance accrue.

Beaucoup de choses choquent les Français depuis le début de cette affaire. Dernier épisode en date : l'obstination de Nicolas Sarkozy faisant la leçon à sa majorité, imposant son calendrier, y compris par une colère insensée contre les élus indociles ! Les électeurs du chef de l'État lassés par les promesses idéologiques et le délire des lendemains qui chantent, ne l'ont pas élu pour tourner le dos aux valeurs humaines qui fondent les sociétés libres.

Quelle "valeur travail" ?

Qu'on leur permette par exemple de contester l'argument spécieux avancé par l'ex-secrétaire général de l'UMP Devedjian pour défendre la proposition Mallié : les opposants au travail du dimanche ne sont pas des opposants de la "valeur travail" comme l'hôte de l'Élysée tendrait à vouloir le faire admettre par ses lieutenants fatigués... Ce dont ils ne veulent pas, c'est une vision du travail contestable : le travail humain ne saurait faire l'impasse sur le repos au moins hebdomadaire du dimanche dans une semaine de sept jours préservée. Il y va de l'homme et de la dignité de toute société humaine. La protection du repos dominical n'est donc en aucun cas un hymne à la paresse ni la contestation d'une remise au travail nécessaire de la France. De cette incompréhension découlent deux dangers graves. Le premier : que ce soit Martine Aubry, la dame des 35 heures, celle qui a plombé le travail en France qui se saisisse de la question. Certes, le repos dominical n'est ni de droite, ni de gauche. L'affaire n'est pas confessionnelle, et l'union de nombreux Français par-delà les clivages traditionnels dans la défense d'un principe humain avant tout, est plutôt un signe de bonne santé. Mais l'exploitation politicienne de l'affaire peut polluer le débat en l'orientant dans un mauvais sens, incluant par superposition idéologique le repos dominical dans une logique de réduction de temps de travail, encore très ancrée. Le deuxième : que les Français raisonnables baissent la garde. De peur d'être amalgamés à une gauche passéiste, ils pourraient être amenés à se taire ou pire à avaliser une mauvaise proposition de loi par esprit partisan.

Délicate coalition donc que ce maelström des résistances à la proposition Mallié ! S'essayer raisonnablement à décrypter les différences et à lever les amalgames ne doit pas nuire à ce rassemblement qui sera peut-être le prélude à une prise de conscience commune et raisonnée sur le sens du travail et de sa place dans une société humaine.

Au XVII^e siècle, Colbert, qui voulait mettre la France au travail, avait fait retrancher bon nombre de fêtes religieuses. Cela n'a pas davantage enrichi le royaume que les guerres hasardeuses de Louis XIV. Espérons que nos dirigeants s'en souviendront, comme le proverbe italien : *I lavori de festa i va fora pa la finestra* – Les travaux faits les jours de fête, s'en vont par la fenêtre .

- Une pétition alternative, initiative du diocèse d'Angers : ledimanchezsacre.com
